

## Journée d'étude Fabriq'am

### Territoires et identités : une approche patrimoniale

Mercredi 13 mai 2015

De 9h30 à 17h30, bât. Le France, salle J.P. Vernant (8<sup>e</sup> étage)

*Organisation : Véronique Boyer et Emilie Stoll*

Bondaz, Graezer Bideau, Isnar et Leblon<sup>1</sup> soulignent que ce qui est en jeu dans le champ contemporain du patrimoine est « la mutation d'un bien *ordinaire* en bien *distingué* » (2014: 11). Le déploiement par les États de politiques territoriales nous semble susceptible d'être appréhendé en ces termes. En effet, ces politiques « distinguent », c'est-à-dire cherchent à valoriser certains espaces en leur conférant un statut administratif spécifique, en les affectant à un usage particulier (parc naturel, réserve indienne ou écologique, etc.) et leur attribuant des moyens humains et financiers propres. En d'autres termes, la mosaïque territoriale que l'on observe sur les représentations cartographiques correspond à un découpage juridique réel ou désiré, lequel se négocie à différentes échelles (du local à l'international) et entre différents acteurs (populations, tiers secteur, institutions publiques, intérêts privés, organisations professionnelles, etc.).

Certains de ces territoires sont constitutionnellement corrélés à une identité ethnique (indien par exemple) tandis que d'autres sont associés à une activité spécifique (extraction de latex) ou au maillage administratif (*município*). Or, dans un contexte où « penser patrimoine » est devenu un leitmotiv pour cet ensemble très diversifié d'acteurs, l'appartenance territoriale tend à être essentialisée dans des termes « identitaires », même si elle a été conçue au départ sous une autre modalité : une réserve « écologique » abrite des « populations traditionnelles », donc spécialistes d'un artisanat, un *município* est indien parce que c'était une « *republica de indios* ». L'inscription spatiale et l'énoncé de l'identité semblent ainsi imbriqués dans des raisonnements circulaires.

Pour s'imposer comme des acteurs dont l'action patrimoniale est légitime ou qui sont dignes de patrimonialisation, les populations locales et leurs relais élaborent des récits sur le passé et la tradition qui se veulent spatialement ancrés et incontestablement singuliers. Le processus de traduction, de négociation et de transformation est fonction de leur insertion dans un champ politique local et leur interlocution avec divers acteurs externes, institutionnels ou pas. Il vise à rendre incontestables leurs prétentions territoriales, et la « distinction » de leur espace de vie vis-à-vis de voisins proches qui ne pas toujours des « étrangers ».

Cette journée d'étude entend examiner les rapports entre identité et territoire qui se jouent autour de la patrimonialisation en partant d'exemples ethnographiques latino-américains, et dans une perspective qui s'attache à restituer les conditions de l'émergence de tels phénomènes

Nous proposons deux axes de réflexion :

- 1) acteurs du champ politique et négociations patrimoniales
- 2) lectures de l'espace, objets du patrimoine, territorialités

---

<sup>1</sup> BONDAZ, Julien, GRAEZER BIDEAU, Florence, ISNART, Cyril, LEBLON, Anaïs, « Relocaliser les discours sur le « patrimoine » », in : *Les vocabulaires locaux du « patrimoine » : traductions, négociations et transformations*, Berlin, Lit, 2014, p. 9-30. Le livre a été présenté lors de la journée Fabriq'am de décembre 2014.

## Programme et résumé des communications

### **Matinée**

#### **9h30**

Accueil des participants

#### **10h**

Introduction

*Véronique Boyer (CNRS-Mondes Américains) et Emilie Stoll (post-doc à University of Aberdeen)*

#### **10h20**

### **Staking and Silencing Life: Narrating Mineral Exploration and Land Use Planning in the Canadian North**

*Jan Peter Laurens Loovers (post-doc à University of Aberdeen / Arctic Domus project)*

#### Résumé:

The scow paves its way through the rapids up Peel River, Yukon, Canada. A group of young and middle-aged Teetl'it Gwich'in from Fort McPherson have accompanied me on a trip to the heart of their traditional land in September 2011. Amidst the turmoil of land use planning, mineral claims and potential mining on their land, many of the Gwich'in venture into the known unknown. As a unified Brotherhood, the First Nations Governments and their communities have proposed any mining activities in the Peel River Watershed. In accordance with Federal and Territorial Legislation, the Peel Watershed Land Use Plan Commission was established and concluded in the Final Recommended Land Use Plan to set aside eighty percent for protection and twenty percent for monitored mining. The Plan was widely praised by the Aboriginal communities and Governments, the environmental organisations, and the broader public. The Yukon Government, however, has held a different opinion and finished a controversial second round in which they opted four reformulated land use planning schemes. All of the four schemes would enable an increase in mining and counteract the work of the Peel watershed Land Use Plan Commission. Having arrived at a hold-up, the Yukon Government was taken to court by a number of indigenous communities and environmental organisations. The Court favoured the latter's claim that the Yukon Government had acted unlawfully and held the Yukon Government responsible for not having consulted First Nations. The Yukon Government, in exchange, has appealed the decision and further court cases are bound to follow suit. This presentation explores the narratives in and about the "heritagization" of land/territory by several stakeholders. Through an analysis of mining reports, community meetings and interviews, combined with two years of intensive ethnographic fieldwork with Teetl'it Gwich'in in and around Fort McPherson, I want to illustrate the systematic silencing, or broadly dismissing, of Teetl'it Gwich'in history in the Peel River Watershed political and economic documents and discourse. In the meanwhile, these discourses surrounding Peel River Watershed have enriched and renewed Teetl'it Gwich'in interests in their traditional land and redefining their heritage. Building on the theoretical treatises of Tim Ingold, and woven together with geography, history, politics, sociolinguistics and linguistic anthropology, this presentation offers new ways to understand such on-going silencing and dismissal of Aboriginal voices in the North as well as the processes of formulating "heritage" by different stakeholders.

#### **10h40**

### **L'identité comme stratégie de lutte pour le territoire ? Le cas du Cœur Picinguaba du Parc de l'Etat de la Serra do Mar, São Paulo, Brésil**

*Jorge Calvimontes (post-doc à l'UMR 208 Paloc/MNHN-IRD et à l'Université de Campinas, Brésil)*

#### Résumé :

Ma présentation sera centrée sur mon travail de thèse dans le cœur Picinguaba du Parc de l'État de la Serra do Mar (PESM) qui a porté sur les conflits, les actions, les stratégies et l'organisation des différents acteurs sociaux (populations locales, gestionnaires, représentants des ONG ou des institutions publiques, chercheurs) liés à l'aire protégée. Le PESM est situé sur la côte nord de l'État de São Paulo, le plus riche et développé du Brésil, dans une région encore conservée du biome Forêt

Atlantique qui est fortement menacé. Il a été créé en 1977, pendant la dernière dictature militaire brésilienne, sur les prémisses de la préservation de la nature. De ce fait, l'histoire de la relation entre les populations locales et les gestionnaires est caractérisée par les conflits sur les droits de séjour et d'utilisation des ressources naturelles.

Avec l'implémentation du parc par l'Etat, les habitants, agriculteurs et pêcheurs, ont perdu toute légitimité dans leur droit au travail et pour le maintien de leurs activités productives et culturelles. Depuis lors, ils en sont venus à être considérés comme clandestins, occupants illégaux ou, selon leurs propres termes, comme « bandits » sur leurs propres terres, puisque la législation brésilienne ne permet pas la résidence permanente des populations dans ce type d'aire protégée.

Cette situation a conduit à l'émergence de nouvelles formes d'organisation dans le PESM avec l'apparition de leaders locaux et la création d'associations communales visant à lutter pour la reconnaissance de droits que les populations considéraient violés. Pendant ces dernières années, le dialogue entre gestionnaires et populations s'est intensifié et de nouveaux espaces de discussion et de négociation ont été imposés, toujours dans un contexte de forte asymétrie de pouvoir. Trois questions transversales se détachent dans ce conflit : la terre, l'identité et l'usage des ressources naturelles. Ainsi, les habitants se sont organisés autour de la lutte pour le droit à la terre en s'appuyant sur des stratégies qui instrumentalisent l'identité culturelle en utilisant des catégories devenues politiques comme « population traditionnelle », « quilombolas » ou « caiçaras ».

On constate que les habitants peuvent utiliser ces catégories comme stratégies de lutte pour l'obtention de droits territoriaux de deux manières : la première, interne à la communauté, pour se distinguer des « étrangers » [« *os de fora* »] qui habitent dans le même territoire ; et, la deuxième, externe à la communauté, permet au contraire de s'unir contre le Parc. De cette façon, une stratégie identitaire entraîne soit l'apparition de nouveaux conflits, soit la re-signification de ceux qui existent préalablement, non seulement entre les gestionnaires et les populations locales, mais aussi à l'intérieur des communautés. Par ailleurs, des questions comme la propriété collective, la propriété individuelle, les droits de séjour et de participation dans les négociations, les alliances et l'utilisation des ressources naturelles, sont influencés par le support légal, par l'histoire et par les enjeux de chaque acteur social. Ceci dans le contexte d'une aire protégée de protection stricte située dans une région de biodiversité élevée, mais avec une longue histoire d'utilisation des ressources naturelles et d'occupation humaine.

**11h** - Pause café

**11h15**

**Les nouveaux agents de la patrimonialisation au Pérou : légitimité, reformulations identitaires, participation communautaire**

*Emanuela Canghiari (doctorante en Anthropologie à l'EHESS, IIAC/LAHIC)*

Résumé :

D'après l'archéologue Luis Lumbreras (1960 ; 1974), l'archéologie peut être une arme à double tranchant : une « arme d'oppression du peuple » dans les mains des classes dominantes, une véritable « arme libératrice » pour les secteurs défavorisés de la société. Cette vision est toujours actuelle dans les demandes de participation politique, liées à la gestion des vestiges archéologiques, qui sont en place aujourd'hui en Amérique Latine. La mise en valeur du paysage culturel et l'appropriation des *huacas* constituent un défi chargé d'enjeux symboliques (la filiation aux ancêtres préhispaniques, les reformulations ou les « renaissances » identitaires) ainsi que socio-économiques.

La côte nord du Pérou, caractérisée dans les dernières décennies par d'extraordinaires découvertes archéologiques, possède une dimension de « laboratoire », qui nous a permis d'observer ces dynamiques de manière diachronique. A travers un travail de terrain, réalisé entre 2007 et 2010 dans les départements de Lambayeque et La Libertad, nous avons analysé l'impact des projets archéologiques dans la gestion des territoires et l'articulation entre les politiques nationales et les revendications des populations locales afin de se sentir « sujets » -et non pas « objets»- de la patrimonialisation.

Les agents patrimonialisateurs « traditionnels », à savoir l'Etat et les archéologues, sont désormais obligés de se confronter à de nouveaux interlocuteurs (les communautés, des bailleurs privés, les ONG, les media...) et à de nouvelles conceptions du patrimoine. Dans les différents projets

participatifs et de cogestion qui se développent, les représentations et revendications des acteurs en jeu sont souvent divergentes et conflictuelles.

**11h35 – 12h15**

**Discussion des présentations**

Menée par France Guérin-Pace (INED) et Béatrice Fraenkel (EHESS)

**12h15**

Débat

**12h45** - Pause déjeuner (buffet)

**Après-midi**

**14h30**

**De *pariwat* (« étrangers/ennemis ») à *wuy ġuy bugum* (« ceux qui pensent comme nous ») : scissions et alliances de groupes sociaux distincts atteints par des menaces communes (Amazonie, Brésil)**

*Mauricio Torres (chercheur indépendant, associé à l'Universidade Federal do Oeste do Pará)*

Résumé:

No começo do século XX, seringueiros que chegavam para explorar as florestas do alto rio Tapajós entravam em confronto com índios Munduruku. Assim como os índios Kayapó – tradicionais inimigos dos Munduruku –, os seringueiros eram *pariwat*, termo munduruku que tanto designa "aquele que faz parte de um grupo que é de fora", como também especifica "inimigo".

Em 2014, os beiradeiros, netos dos seringueiros, juntam-se aos Munduruku no processo de autodemarcação da Terra Indígena Sawré Muybu, no exato local em que o governo federal pretende alagar com a construção de usina hidrelétrica de São Luiz do Tapajós. A aliança efetivada para a demarcação, ato de estratégica resistência aos projetos de barramento que expropriariam aos dois grupos, dá mais um passo em direção à transformação dos beiradeiros – ao contrário de outros aliados, como pesquisadores, que seguem sendo *pariwat* – em *wuy ġuy bugum*, "aqueles que têm pensamento parecido com o nosso".

De modo mais ou menos análogo, camponeses que chegaram à região na década de 1970, em busca de terra, e entraram em disputa com beiradeiros, aproximam-se desses na resistência às pretensões de construção das barragens.

Por trás do alinhamento político de diferentes grupos étnicos – que, ainda assim, mantêm-se como distintos, patrimonializando as diferenças –, está a presença do inimigo comum, com projetos que desterritorializariam a todos. Trata-se de um processo que nos possibilita discutir a plasticidade das tensões internas entre plurais sujeitos coletivos de direitos.

**14h50**

**La fabrique des « patrimoines » entre ethnicité, globalisation et finance dans les vignobles du Bordelais**

*Chantal Crenn (Maître de conférences à l'Université de Bordeaux Montaigne/UMI 3189 ESS Dakar, chercheur associé à l'UMR 5115 Les Afriques dans le Monde SNRS-IEP Bordeaux)*

**15h10** - Pause café

**15h25**

**La municipalisation du village tseltal d'Aguacatenango, Chiapas (Mexique) : logiques de projet de patrimonialisation d'un paysage identitaire**

*Marie Chosson (Maître de conférences à l'INALCO-CESSMA)*

Résumé :

Depuis la fin des années 1980, dans une volonté de décentralisation mais aussi dans un contexte de luttes d'autodétermination indigène, le gouvernement de l'état mexicain du Chiapas a entamé une série de réformes visant à créer de nouveaux *municipios*, unités administratives à la base de l'organisation

territoriale nationale. La plupart des néo-localités proposées ou reconnues correspondent à d'anciennes divisions, pré-révolutionnaires, de villages majoritairement indigènes ayant perdu leur indépendance administrative. Si celle-ci leur offre une plus grande autonomie politique et économique, cette réorganisation administrative a également souvent été vécue par les groupes mayas comme une reconnaissance officielle de l'existence des frontières, jusqu'ici symboliques, de leur paysage identitaire et culturel. Ces dernières années ont été le théâtre de l'irruption de nouveaux acteurs, religieux notamment, qui menacent, selon ces groupes, l'intégrité de ce même paysage. Le processus politique de reconnaissance administrative peut donc également être regardé comme une opération de patrimonialisation permettant à la communauté de récupérer un certain contrôle sur un espace qui, selon eux, doit être protégé des menaces extérieures. Au-delà des seuls enjeux économiques ou politiques, quels sont les arguments évoqués lors de ces demandes de municipalisation et comment s'exprime cette nécessité de préservation ? Un retour sur les questions de l'investissement symbolique du territoire permettrait d'éclairer, sous un nouveau jour, les logiques de ces demandes de municipalisation.

**15h45**

**Discussion des interventions**

*Menée par Claudia Damasceno (EHESS) et Anne-Marie Losonczy (EPHE)*

**16h25**

Débat